

« Oui, il faut accélérer la baisse des allocations de chômage dans le temps »

SOCIAL Le chercheur qui a inspiré le gouvernement défend la réforme du chômage

- ▶ Stijn Baert (UGand) a convaincu le gouvernement de faire baisser davantage les allocations dans le temps.
- ▶ Cette réforme, qui doit aboutir ce mois-ci, fait polémique.
- ▶ Pour le chercheur, elle n'est pas anti-sociale.

Cet été, le gouvernement fédéral a décidé de modifier le système de paiement des allocations de chômage. Dans le courant de ce mois de novembre qui commence, il devrait présenter une proposition visant à accroître l'allocation juste après la perte d'emploi. Mais dans un second temps, cette allocation va baisser plus vite dans le temps que dans le système actuel. Dans l'optique gouvernementale, c'est juste après la perte d'emploi que les besoins financiers sont les plus importants : il faut s'adapter, continuer à payer, le cas échéant, son crédit hypothécaire, et financer ses démarches de recherche d'emploi. Ensuite, estime le gouvernement, le fait de faire baisser l'allocation va inciter les demandeurs d'emploi à multiplier les démarches de

recherche d'un job. Dit plus crûment : le manque de ressources financières incitera à des démarches plus actives.

Dans *Le Soir*, fin septembre, 16 académiques de renom, du nord comme du sud du pays, avaient tiré la sonnette d'alarme dans un article d'opinion : en se basant sur une étude publiée dans l'une des revues économiques les plus réputées au monde, *American Economic Review*, ils estimaient que le système proposé par le gouvernement Michel était dangereux. D'abord, il n'est pas démontré, selon eux, que la baisse des allocations dans le temps favorise la recherche d'emploi. Ensuite, ils mettent en garde contre le risque de plonger les chômeurs de longue durée dans la précarité. « En raison de cet argument aussi, il vaudrait mieux que les prestations sociales augmentent avec la durée du chômage plutôt qu'elles ne baissent. »

Nous avons rencontré Stijn Baert, le professeur d'économie de l'Université de Gand qui a inspiré la réforme gouvernementale en gestation. Ces critiques des 16 académiques ne lui semblent pas fondées. Pour lui, il est impératif de faire baisser les allocations dans le temps, davantage qu'actuellement. « D'une manière générale,

il y a autant d'opinions que de professeurs d'économie à ce sujet, et je ne suis pas surpris que les 16 académiques avancent un autre raisonnement que le mien. Ces académiques ont émis des critiques sur le système proposé par le gouvernement fédéral, mais vous trouverez aussi des chercheurs qui sont en faveur de la limitation dans le temps des allocations après deux ans. Pour toutes les opinions, vous trouverez un

économiste. Pour ma part, je cherche à trouver un équilibre entre la générosité du système social et la rapidité à retrouver un emploi. Et pour moi, comme pour d'autres d'ailleurs, il faut davantage d'incitants, pour élargir les offres d'emploi qu'une personne est prête à envisager. » On lira ci-dessous les raisons pour lesquelles il faut, selon l'inspirateur du gouvernement, faire baisser les allocations plus rapidement. Il y a de fortes chances que le système qu'il défend soit présenté dans les jours qui viennent par le gouvernement, même s'il se défend de « rouler » pour la suédoise. « Je peux par exemple être très critique sur l'apathie actuelle quand il s'agit de mettre en œuvre le "jobs deal" et les mesures de soutien à l'emploi. » ■

BERNARD DEMONTY

« Cela augmentera les incitants à retrouver du travail »

Stijn Baert constate d'abord, que dans le système actuel, le montant des allocations évolue peu dans le temps, surtout pour les chefs de famille. Ils conservent 65 % de leur salaire, puis l'allocation passe à 60 % et reste constante jusqu'à 24 mois, où le forfait minimum s'applique. « Donc il y a peu d'incitants. Pour moi, il faudrait évoluer vers un système où il y a un incitant tous les trois mois (une baisse d'allocations, NDLR). Dans ce système, on recevrait, dans un premier temps, une allocation plus élevée qu'actuellement (70 % du salaire au lieu de 65 %), puis l'allocation baisserait ensuite plus rapidement, ce qui multiplierait les incitants. Et de cette façon on libère du budget pour que le plancher qu'on atteint après ces phases de dégressivité puisse être relevé par rapport à la situation actuelle. »

« Le budget des allocations sera mieux utilisé »

Pour Stijn Baert, l'argent des allocations est au contraire mieux utilisé avec la réforme gouvernementale. « En augmentant l'allocation au début, on permet aux personnes au chômage de choisir le meilleur emploi possible. Au début, il faut qu'ils se sentent en confort, pour garder de l'espace afin de trouver le meilleur emploi possible. Parce que, selon nos études, les gens qui acceptent un emploi sous leur niveau de qualification ont tendance à s'y enliser, ce qui n'est pas bon pour eux et pas bon pour l'économie en général. Et donc, il faut augmenter l'allocation au début, pour que les personnes concernées puissent vraiment se concentrer sur la recherche d'un très bon emploi. Et ensuite, il faut qu'elle diminue, pour que le pool d'offres d'emploi pour ces personnes augmente. »

« Cela mettra fin à l'absurdité d'une augmentation avec le temps »

Pour Stijn Baert, la proposition des 16 académiques revient à faire augmenter les allocations dans le temps. Pour lui, c'est « absurde ». « A l'office flamand de l'Emploi, on me dit : "Mais comment pouvons-nous guider quelqu'un dans sa recherche d'emploi quand on sait que, si cela ne fonctionne pas, il aura une allocation plus élevée le mois suivant." C'est absurde. J'ajoute que le système que je propose améliore l'image des chômeurs de longue durée auprès des employeurs. Le préjugé qui règne actuellement, c'est que les chômeurs de longue durée seraient moins motivés, moins faciles à former, auraient moins de connaissances technologiques, etc. On pense que ces

préjugés ne vont faire qu'augmenter si les allocations augmentent avec le temps. » A cela, certains rétorquent que si les allocations baissent dans le temps, le risque, dans les bassins où l'emploi est rare, c'est que le niveau de pauvreté augmente gravement. A cela, Stijn Baert répond : « Un : la réforme prévue par le gouvernement est budgétairement neutre. Donc, le montant total des allocations ne bouge pas. Deux : le gouvernement prévoit aussi que le forfait minimum d'allocation ne bouge pas. Et pour moi, on pourrait même le rehausser. Trois : le but de la réforme, c'est d'augmenter le nombre de gens qui retrouvent du travail avant de devenir chômeurs de longue durée. Si cela fonctionne, il y aura moins de chômage de longue durée et donc de pauvreté, même si je sais qu'il y a des travailleurs pauvres. »

« On évitera la limitation des allocations dans le temps »

Pour Stijn Baert, conserver le système actuel risque de pousser certains partis à demander purement et simplement une limitation dans le temps des allocations. « A un moment donné, la N-VA et l'Open VLD ont demandé cette limitation dans le temps, à deux ans. Le CD&V et le MR

ne voulaient pas. La proposition actuelle du gouvernement est en fait un compromis. Donc les collègues qui critiquent cette proposition de compromis pensent peut-être que l'alternative était de maintenir en place ce qui existe. Mais en pratique, on en serait arrivé à une limitation des allocations dans le temps. » Le chercheur précise qu'il ne plaide pas pour cette limitation. « Il y a certes des études qui montrent que

quand on interrompt le versement des allocations de chômage, des gens retrouvent immédiatement du travail. Mais le problème, c'est que d'autres personnes ne retrouvent pas de travail et rejoignent alors les rangs de ceux qu'on appelle les inactifs. Et le taux d'inactifs en Belgique est déjà très largement supérieur à la moyenne européenne. Davantage que le chômage, le gros problème en Belgique, c'est l'inactivité. Et limiter les allocations de chô-

mage dans le temps, c'est aggraver ce problème. Il se peut aussi que des gens n'aient pas retrouvé du travail après deux ans, surtout si l'économie se porte mal. Et je pense donc qu'il faut continuer à soutenir ces demandeurs d'emploi, les activer et non pas les faire sortir du système de chômage. Si le système dit à ces gens qu'il ne croit plus en eux, comment ces gens pourraient-ils encore y croire ? »